



Le terrorisme djihadiste en Asie du Sud et du Sud-Est

Rajat Ganguly, Murdoch University



Report n.16, Novembre 2019

Le terrorisme djihadiste en Asie du Sud et du Sud-Est

Rajat Ganguly

European Eye on Radicalization

Introduction

L'effondrement du califat de l'État islamique à la fin de 2017 et l'assassinat récent d'Abou Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé ou chef de l'État islamique par les forces spéciales américaines peut donner l'impression que la guerre contre le terrorisme djihadiste est presque terminée. Ce point de vue peut être encore renforcé par le fait que l'autre grand groupe terroriste islamiste, Al-Qaïda, est en fuite depuis l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001 et l'assassinat de son leader charismatique, Oussama ben Laden, par les forces spéciales américaines au Pakistan en 2011. La réalité ne peut être plus éloignée de cette fausse impression, en particulier en ce qui concerne l'Asie du Sud et du Sud-est.

Asie du Sud

Le terrorisme djihadiste est aujourd'hui la menace la plus meurtrière à laquelle sont confrontés les États et les peuples d'Asie du Sud. La plupart des experts sur l'Afghanistan conviennent que les talibans, un groupe islamiste sunnite aligné sur Al-Qaïda qui veut réimposer un régime islamique dur dans le pays, a effectivement vaincu les forces de l'OTAN et du gouvernement afghan dirigées par les États-Unis en s'emparant de presque 70 % du territoire de l'État et en dirigeant un gouvernement parallèle dans les zones sous son contrôle. Les forces talibanes semblent résilientes, capables et déterminées et peuvent frapper à volonté, même dans les zones hautement fortifiées de la capitale nationale, Kaboul. Elles ont réussi à avoir les forces d'occupation étrangères à l'usure en plus de dix-huit ans de combats incessants, et le gouvernement américain semble reconnaître ce fait en cherchant désespérément un moyen de sortir de l'Afghanistan [1], ce qui complique encore les choses en Afghanistan est la croissance constante de l'État islamique. L'expansion de la division afghane de l'État islamique, l'État islamique au Khorasan (ISK), est le résultat de deux événements majeurs: la défection des factions extrémistes dures des talibans au bénéfice de l'ISK et le retour régulier des djihadistes de Syrie alors que le califat de l'État islamique s'effondre. Cette situation a encore embrouillé le paysage politique et la situation en matière de sécurité en Afghanistan. Ces derniers temps, l'ISK a mené des attaques terroristes contre la population civile, les responsables gouvernementaux, les forces de l'OTAN/Afghanistan, et même contre les talibans [2].

Le terrorisme djihadiste en Afghanistan trouve son origine, pour l'essentiel, au Pakistan. Au cours des cinq dernières décennies, le puissant appareil militaire et de renseignement du Pakistan, en particulier le fameux Inter-Services Intelligence (ISI), a créé, entretenu et consolidé une usine terroriste djihadiste dans le pays [3]. La croissance des forces islamistes au Pakistan sert deux objectifs principaux pour les militaires pakistanais et l'ISI. Premièrement, ils font contrepoids aux partis politiques dominants et servent de base de soutien loyal aux militaires lorsqu'ils s'emparent souvent du contrôle manifeste de l'État. Et, deuxièmement, les forces djihadistes non étatiques peuvent être utilisées comme un «bras non officiel» de l'armée pour poursuivre ses objectifs stratégiques dans les États voisins, notamment en Afghanistan et en Inde. Malgré les pressions internationales massives, l'armée pakistanaise n'a donc pas sérieusement réprimé les groupes djihadistes tels que Jaish-e-Mohammad (JeM), Lashkar-e-Tayyiba (LeT), le Réseau Haqqani (HN) [4], et une pléthore de groupes similaires, ainsi que le terrain fertile créé par l'armée et l'ISI signifie que lorsque certains de ces groupes — notamment Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) — se sont retournés contre leurs mécènes, ils ont été incapables de sévir contre eux.

L'Inde a été confrontée à des attaques djihadistes implacables de la part de groupes basés au Pakistan, en particulier depuis qu'une insurrection armée a éclaté dans l'État du Jammu-et-Cachemire (J & K). Dans le J & K, principalement dans la vallée du Cachemire, les manifestations politiques et les manifestations d'étudiants à la fin des années 1980 se sont rapidement transformées en une véritable insurrection armée en faveur de l'indépendance menée par le Front nationaliste de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF). Au début des années 1990, cependant, des groupes djihadistes basés au Pakistan avaient détourné le mouvement. Ces groupes, notamment les Hizb ul-Mujahideen (HuM), ont déclenché une campagne de terreur dans la vallée visant un nettoyage ethniquement des non-musulmans de la région. Par exemple, les familles hindoues Pandit ont été massacrées et forcées de quitter la vallée. Et les musulmans modérés ont été intimidés pour qu'ils acceptent l'ordre du jour des djihadistes [5].

D'autres groupes djihadistes tels que le JeM et le LeT ont également perpétré des attentats terroristes au Cachemire et dans d'autres régions de l'Inde, notamment la tentative de faire exploser le parlement indien (le Lok Sabha) à New Delhi en 2002 et le siège de Mumbai en 2008. Ces derniers temps, le JeM a mené d'importantes attaques terroristes contre les forces de sécurité indienne, à Uri et Pulwama, qui ont entraîné des représailles indiennes contre des camps terroristes au Pakistan, les attaques aériennes de Balakot en février 2019 étant le principal cas récent. Les Indiens ont également cherché à démanteler les pas de tir des terroristes de l'autre côté de la ligne de contrôle dans le J & K à l'aide de diverses tactiques, comme les raids de commandos à la suite des attaques d'Uri en 2016.

Un développement récent dans le J & K qui est profondément inquiétant est la popularité croissante de l'État islamique et son idéologie du califat, en particulier parmi les jeunes musulmans du Cachemire basés dans la vallée [6]. Ces jeunes, dont beaucoup ont fait des études supérieures, semblent être désillusionnés par les groupes djihadistes basés au Pakistan, qui ont principalement fait avancer le programme stratégique du Pakistan. Au lieu de cela, ils semblent trouver plus de résonance avec l'idéologie djihadiste mondialiste de l'État islamiste, en particulier son désir de créer un califat islamique allant de l'Afrique jusqu'en Asie du sud-est. Dans le cadre de ce programme, les djihadistes cachemiris affiliés à l'État islamique parlent de «*Ghazwa-e-Hind* — l'objectif stratégique de prendre le contrôle politique du sous-continent indien par une guerre sainte et de le convertir en avant-poste ou province du califat [7].

Les petits États d'Asie du Sud qui comptent une majorité musulmane (comme le Bangladesh et les Maldives) ou une minorité musulmane (comme le Sri Lanka) ont également connu une expansion inquiétante de la popularité de l'idéologie djihadiste, en particulier parmi les jeunes mécontents, dont beaucoup s'identifient maintenant ouvertement à l'État islamique et Al-Qaïda. Au Bangladesh, un pays d'environ 168 millions d'habitants, dont près de 90 % sont des musulmans sunnites, le plus ancien groupe djihadiste en activité est le Jamaat-e-Islami Bangladesh (JeIB). JeIB et son aile étudiante, l'Islamic Chhatra Shibir (ICS), tirent principalement leurs membres des séminaires Deobandi qui se sont multipliés à travers le pays. S'inspirant du modèle des Frères musulmans d'Égypte, le JeIB et l'ICS sont des groupes soudés qui cherchent à faire du Bangladesh un émirat islamique semblable au régime taliban (1996-2001). Ces groupes sont rejoints par d'autres forces islamistes, dont les plus importantes sont le Harkat-ul-Jihad-al-Islami Bangladesh (HuJI-B) et le Jamaatul Mujahideen Bangladesh (JMB), diffusant une idéologie de haine qui a conduit à de nombreuses attaques terroristes, principalement au moyen des bombes et des couteaux. Ces dernières années, ces groupes ont mené des attaques contre des blogueurs laïques, des journalistes, des minorités, des politiciens, des agents de sécurité et des militants sociaux et politiques de premier plan. Plusieurs membres du JeIB ont été condamnés à mort par les tribunaux du Bangladesh pour des crimes de guerre commis pendant la guerre d'indépendance en 1971.

Les deux nations insulaires que sont les Maldives et le Sri Lanka n'ont pas non plus été épargnées par la violence djihadiste ces derniers temps. Les Maldives ont connu une radicalisation croissante de la jeunesse musulmane, encouragée dans une large mesure par l'ancien président Maumoon Abdul Gayoom et par des prédicateurs islamiques durs à l'égard du régime Gayoom. Un important contingent par rapport à la taille de la population des combattants radicalisés (environ 200) s'est rendu en Syrie pour rejoindre l'État islamique et aider à soutenir le califat [8]. La radicalisation de la petite minorité musulmane ou maure du Sri Lanka, située principalement dans la province orientale, s'est également produite depuis plusieurs années. Au plus fort de la guerre civile Tamoul-Singhal, les affrontements entre les Tigres tamouls et les musulmans étaient monnaie courante. Pour protéger leur communauté de la violence des Tigres, les jeunes musulmans avaient demandé l'aide et le soutien de groupes djihadistes comme Al-Qaïda et s'étaient même organisés en escadrons d'intervention d'Oussama [9]. Une fois la guerre civile terminée avec la défaite des Tigres tamouls en 2009, les choses se sont calmées pendant un moment.

La montée de l'État islamique et la création du califat en Syrie et en Irak ont dynamisé un autre cycle de radicalisation, en particulier parmi les membres de petits groupes obscurs. Le 21 avril 2019, l'un de ces groupes, le National Thowheed Jamaath (NTJ), a perpétré huit attentats-suicide à la bombe qui ont tué plus de 200 personnes sur plusieurs cibles, dont deux hôtels de luxe et trois églises offrant des services de Pâques [10]. Le principal suspect, Zaharan Hashim, était un prédicateur musulman local à Kattankudy, sa ville d'origine, au Sri Lanka oriental et connu pour ses positions radicales, qui appelait au djihad et à l'aide de l'État islamique et le califat [11]. L'un de ses associés, Abdul Lathief Jameel Mohamed, aurait été radicalisé en Australie, où il a vécu de 2009 à 2013 et où il a obtenu un diplôme de troisième cycle [12]. Les attentats suicides, dont on croyait à tort qu'ils avaient été commis au départ pour venger l'attaque de la mosquée Christchurch en Nouvelle-Zélande par un suprémaciste blanc, avaient créé des tensions entre les communautés chrétienne et musulmane au Sri Lanka.

Asie du Sud-Est

La situation n'est pas très différente si l'on considère l'Asie du Sud-Est. En Birmanie, l'intégration nationale a été un défi majeur, en particulier pour les groupes ethniques non birmans tels que les Shan, les Karen, les Kachin, les Arakan et les Rohingyas. Au fil des ans, l'armée birmane a livré des batailles acharnées contre les forces rebelles appartenant à divers groupes ethniques et l'État a eu recours à de graves formes de contrôle et de répression pour gérer les tensions interethniques. Les derniers affrontements ont éclaté dans la province de Rakhine en 2017 après que l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) ait attaqué un poste de police le 25 août, tuant 12 policiers. L'État a accusé l'ARSA d'être une organisation terroriste et ses dirigeants d'avoir fomenté le djihad. Selon l'International Crisis Group, le dirigeant fondateur de l'ARSA, Ata Ullah, est né au Pakistan et a grandi en Arabie saoudite où il a été exposé à l'idéologie wahhabite salafiste et où de nombreux dirigeants du groupe se sont formés à l'étranger, notamment en Arabie saoudite [13]. L'ARSA a rejeté le label terroriste et a déclaré que ses objectifs étaient de « défendre, sauver et protéger » les Rohingyas de la répression étatique. L'armée birmane, cependant, a adopté une politique de la terre brûlée, créant ainsi une crise humanitaire majeure. En raison de la répression brutale de l'armée birmane, plus d'un million de réfugiés rohingyas se sont installés au Bangladesh voisin.

La Thaïlande, voisine méridionale de la Birmanie, a dû faire face à une insurrection ethnoreligieuse qui dure depuis des décennies dans les quatre provinces du sud habitées par les Malais musulmans: Songkhla, Pattani, Yala et Narathiwat (qui constituaient à l'origine le Sultanat de Pattani). La principale plainte des nationalistes malais était leur incorporation forcée en Thaïlande par les dirigeants coloniaux britanniques, puis la répression et la négligence de l'État thaïlandais. Les nationalistes malais exigeaient donc l'autonomie et l'autogestion. Quand cela n'a pas été accordé, une insurrection malaise a surgi, réclamant la sécession et l'indépendance des quatre provinces du sud. Le 4 janvier 2004, un groupe de plus de 50 insurgés a pris d'assaut un dépôt militaire dans la province de Narathiwat. Ils ont tué quatre soldats, pris plus de 300 armes et brûlé 20 écoles. L'incident a marqué une escalade dramatique et l'armée thaïlandaise a réagi par une sévère répression [14]. Amnesty International estime qu'au cours des quinze années suivantes, l'armée thaïlandaise a dirigé au moins 21 centres de détention non officiels dans le sud où des détenus ont été torturés, en plus des deux prisons officielles pour suspects rebelles [15].

En raison de la sévère répression exercée par les forces thaïlandaises, l'insurrection de Pattani est entrée dans la clandestinité. Au fil des ans, un changement générationnel s'est produit parmi les insurgés, et l'influence de l'État islamique et des Talibans/Al Qaïda sur une nouvelle génération d'insurgés est devenue sévère. Aujourd'hui, très peu de Pattani parlent du nationalisme malais; on parle surtout du djihad et du califat [16]. Le calme instable et trompeur à Pattani a été rompu le 5 novembre 2019 lorsque des insurgés ont attaqué un barrage de police dans la province de Yala, tuant quinze personnes, dont des policiers [17]. Bien que personne ne sache encore avec certitude quel groupe a perpétré cette attaque, les sources gouvernementales ont montré du doigt le Barisan Revolusi Nasional (BRN), un des trois grands groupes insurgés en opération.

Il se trouve que l'une des principales menaces du terrorisme djihadiste aux Philippines se situe dans la province méridionale de Mindanao, où une insurrection ethnoreligieuse qui dure depuis des décennies s'est dissipée et s'est développée. Les habitants de Mindanao sont majoritairement musulmans sunnites, et ils sont depuis longtemps mécontents de la domination du Nord chrétien. La principale organisation nationaliste à Mindanao qui prônait l'autonomie et l'autogestion était le Front Moro de libération nationale (MNLF). Au fil des ans, le MNLF a tenu plusieurs cycles de pourparlers de paix avec divers régimes au pouvoir aux Philippines. Malheureusement, aucun de ces accords de paix n'a été correctement mis en œuvre. Au début des années 2000, l'insurrection nationaliste moro s'est transformée en djihad islamique sous la tutelle du groupe Abu Sayyaf.

Abu Sayyaf n'était pas d'accord avec la politique d'autonomie du MNLF et voulait établir un État islamique indépendant. Son fondateur, Abdurajak Abubakar Janjalani, était un prédicateur islamique qui a combattu pendant la guerre soviéto-afghane, où il aurait rencontré Oussama ben Laden et aurait été inspiré par lui. Al-Qaïda a assuré le financement et la formation du groupe au moment de sa création. En 2014, le leader d'Abu Sayyaf, Isnilon Hapilon Hapilon, a juré allégeance à l'État islamique et s'est déclaré «Émir» d'un califat d'Asie du Sud-Est. Hapilon a réuni Abu Sayyaf et trois autres petits groupes d'insurgés durs qui, en raison de leur allégeance à l'État islamique, ont rejeté les pourparlers de paix avec le gouvernement et préconisé la création d'un califat fondé sur une forme salafiste de régime islamique.

Le groupe Maute était l'une des plus puissantes de ces factions séparatistes de la ligne dure. Il a été fondé il y a environ cinq ans par Omar et Abdullah Maute, originaires de Lanao del Sur et membres du clan Maranao. Ils ont tous deux étudié au Moyen-Orient (Omar à l'Université Al-Azhar au Caire et Abdullah en Jordanie), parlent arabe et connaissent bien l'idéologie salafiste et djihadiste. En 2017, le groupe Maute et Abu Sayyaf ont tenté de s'emparer de la ville de Marawi à Mindanao, entraînant une guerre féroce avec l'armée philippine soutenue par les forces spéciales américaines [18]. La guerre a fait plus de mille morts et des centaines de milliers de déplacés. De nombreux combattants

étrangers de Malaisie, d'Indonésie, de Tchétchénie et du Yémen auraient combattu aux côtés des forces de Maute/Abu Sayyaf. Le 16 octobre 2017, les soldats philippins ont finalement réussi à retrouver et à tuer Hapilon et Maute. Cependant, plusieurs centaines de militants se sont échappés et se cachaient dans certaines des îles les plus reculées de la région de Mindanao. La campagne djihadiste à Mindanao est donc loin d'être terminée.

L'Indonésie et la Malaisie sont deux des États à majorité musulmane de l'Asie du Sud-Est, de même que des pays comme le Sultanat de Brunei. L'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde, mais elle a connu de graves tensions ethniques dans des zones comme Aceh et la Papouasie occidentale. Ces dernières années, l'État a également été confronté à un sérieux défi lancé par les islamistes radicaux pour l'imposition de la charia. L'État a essayé de traiter avec les islamistes par des politiques de cooptation (carotte) et de répression (bâton). La Malaisie a également connu de graves tensions ethniques entre les Malais majoritaires et les minorités indiennes et chinoises dans le passé. L'État s'est efforcé de satisfaire les « fils du pays » des Malais en leur accordant un traitement préférentiel (politiques d'action positive) dans l'emploi, l'éducation, les prestations sociales, etc. Cependant, les signes manifestes d'islamisation ne cessent de croître. Le Singapour s'est séparé de la Malaisie au milieu des années 1960. Il est devenue l'une des économies les plus compétitives et à la croissance la plus rapide au monde et une plaque tournante importante du transport maritime et du commerce international. Toutefois, plus inquiétant encore, par rapport à sa faible population, le Singapour a contribué de manière significative à la guerre de l'État islamique en Syrie. Les services de sécurité du Singapour sont donc extrêmement préoccupés par la menace terroriste que pourrait représenter le retour des djihadistes [19].

Conclusion

Si nous comparons les cas en Asie du Sud et du Sud-Est, plusieurs constats en ressortent.

Premièrement, les États d'Asie du Sud et du Sud-Est ont réagi au terrorisme djihadiste principalement par la force et la répression. En Afghanistan, les forces spéciales et les raids aériens de l'OTAN ont joué un rôle clé dans la réduction de la capacité d'action des talibans, ce qui a permis à l'État afghan créé par les États-Unis de survivre aussi longtemps, mais avec des coûts humains et politiques importants qui risquent de ne plus être viables après le départ des États-Unis. En Inde, les forces de sécurité ont eu carte blanche en matière de J & K (loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées), ce qui a conduit à la neutralisation de nombreux terroristes djihadistes violents. Quant au Bangladesh, l'État a réagi au terrorisme djihadiste par la force et plusieurs islamistes éminents ont été tués ou pendus ces derniers temps. Le gouvernement sri-lankais a également sévèrement réprimé les islamistes et les djihadistes à la suite des attentats de Pâques de 2019. Quelles que soient les lacunes de ces politiques, elles étaient, du moins dans une certaine mesure, liées à la loi, ce qui ne peut être dit de ce qui s'est passé en Birmanie, en Thaïlande et aux Philippines, où les États ont répondu à la menace terroriste djihadiste par la force et la répression massive. Dans les trois cas, la torture des suspects et les exécutions extrajudiciaires et carcérales étaient généralisées. L'armée birmane a pratiqué une politique de la « terre brûlée » dans l'État de Rakhine contre les musulmans rohingyas, ce qui équivalait à des crimes contre l'humanité. L'armée thaïlandaise est devenue tristement célèbre pour ses violations généralisées des droits de l'homme dans le sud de la Thaïlande, et le Président Duterte des Philippines a autorisé ses forces à raser Marawi au sol. La répression de masse a sans aucun doute entamé et limité les opérations des terroristes djihadistes, mais la dynamique sous-jacente demeure en place et s'enflammera à nouveau avec le temps.

Deuxièmement, dans leur lutte contre le terrorisme djihadiste, les États d'Asie du Sud et du Sud-Est ont reçu un soutien militaire, politique et en matière de renseignement important de la part des États occidentaux. En Afghanistan, les principaux combats contre les talibans et les insurgés de l'État islamique ont été menés par des soldats et des forces spéciales des États-Unis et de l'OTAN. Dans la lutte contre les djihadistes parrainés par le Pakistan dans le J & K, l'Inde a reçu des renseignements et un soutien politique des États-Unis et d'autres États occidentaux; elle a également reçu une assistance d'Israël. L'Inde partage également des renseignements avec le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives concernant les opérations des djihadistes et des terroristes. En fait, il est apparu que l'Inde avait partagé des renseignements avec le Sri Lanka concernant la possibilité d'attentats de Pâques de 2019, mais malheureusement les autorités sri-lankaises n'ont pas pu y donner suite à temps. En Asie du Sud-Est, les forces spéciales américaines et australiennes ont participé activement à la formation des militaires philippins à la lutte antiterroriste et à la guerre anti-insurrectionnelle. Les forces spéciales américaines sont connues pour participer à des opérations militaires avec les forces philippines contre les insurgés d'Abu Sayyaf fidèles à l'État islamique, à Mindanao. La Chine a fourni une formation à la guerre anti-insurrectionnelle aux forces militaires birmanes et thaïlandaises.

Enfin, il est assez bien connu que les djihadistes d'Asie du Sud et du Sud-Est ont établi un réseau de collaboration non seulement entre eux, mais aussi avec des groupes salafistes opérant à partir du Moyen-Orient. La plupart des groupes djihadistes opérant en Asie du Sud et du Sud-Est ont établi des liens étroits avec Al-Qaïda dans les années 1990, et certains de leurs cadres avaient participé à la guerre en Afghanistan dans les années 1980, se battant aux côtés des moudjahidin afghans pour tenter — finalement avec succès, avec l'aide occidentale — de libérer leur pays des forces soviétiques d'occupation. Après la fin de la guerre en Afghanistan en 1989, certains de ces combattants d'Asie du Sud et du Sud-Est sont rentrés chez eux et ont fondé des réseaux djihadistes qui ont reçu du financement, du soutien et des conseils d'Al-Qaïda. D'autres anciens combattants du djihad afghan se sont même rendus dans des endroits comme le J & K, le sud de la Thaïlande et Mindanao pour aider dans les théâtres locaux du djihad. Après la mort de Ben Laden et la création du califat par l'État islamique, de nombreux membres d'Al-Qaïda ont tenu bon, mais en Asie du Sud et du Sud-Est, des défections importantes ont eu lieu vers l'État islamique. De nombreux militants islamiques d'Asie du Sud et du Sud-Est ont afflué en Syrie pour soutenir le califat. Les connaissances et l'expérience qu'ils y ont acquises, notamment en matière d'utilisation d'explosifs, se sont révélées précieuses pour les groupes djihadistes locaux à leur retour. On pense que d'énormes sommes d'argent ont également été versées à une pléthore de groupes djihadistes en Asie du Sud et du Sud-Est provenant des réseaux de l'État islamique et d'Alqaida au Moyen-Orient. La force des terroristes djihadistes en Asie du Sud et du Sud-Est s'est donc considérablement accrue au cours des deux dernières décennies.

RÉFÉRENCES

[1] Ryan Crocker, "I was Ambassador to Afghanistan: This Deal is a Surrender." *The Washington Post*, 29 janvier 2019. Disponible sur: https://www.washingtonpost.com/opinions/i-was-ambassador-to-afghanistan-this-deal-is-a-surrender/2019/01/29/8700ed68-2409-11e9-ad53-824486280311_story.html

- [2] Jason Burke, "With Kabul Wedding Attack, ISIS Aims to Erode Taliban Supremacy." *The Guardian (U.K.)*, 19 août, 2019. Disponible sur: <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/19/with-kabul-wedding-attack-isis-aims-to-erode-taliban-supremacy>
- [3] See, for example, Ahmed Rashid, *Descent into Chaos: Pakistan, Afghanistan and the Threat to Global Security*. New York: Penguin Books, 2008.
- [4] See, for example, C. Christine Fair, *Fighting to the End: The Pakistani Army's Way of War*. New York: Oxford University Press, 2014; and T.V. Paul, *The Warrior State: Pakistan in the Contemporary World*. New York: Oxford University Press, 2014.
- [5] Rajat Ganguly, "India, Pakistan and the Kashmir Insurgency." *Asian Studies Review*, Vol. 25, No. 3, septembre 2001, pp. 309-334.
- [6] "ISIS Announces New 'Branch' in India after Clashes in Kashmir." *The Economic Times*, 12 mai, 2019. Disponible sur: <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/isis-announces-new-branch-in-india-after-clashes-in-kashmir/articleshow/69288536.cms>
- [7] "JeM's 'Ghazwa-e-Hind' Brought India-Pakistan on Brink of War Twice in Twenty Years." *The Economic Times*, 3 mars, 2019. Disponible sur: <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/jems-ghazwa-e-hind-brought-india-pakistan-on-brink-of-war-twice-in-20-yrs/articleshow/68242129.cms>
- [8] Siddhartha Roy, "The Maldives: The New Kid on the Islamist Block." *The Diplomat*, 04 mars, 2019. Disponible sur: <https://thediplomat.com/2019/03/the-maldives-the-new-kid-on-the-islamist-block/>
- [9] See, for example, Bart Klem, "Islam, Politics and Violence in Eastern Sri Lanka." *The Journal of Asian Studies*, Vol. 70, No. 3 (août), 2011, pp. 730-753.
- [10] "Sri Lanka Attacks: More than 200 Killed as Churches and Hotels Targeted." *BBC News*, 21 avril 2019. Disponible sur: <https://www.bbc.com/news/world-asia-48001720>
- [11] Hannah Beech, "Sri Lankan Accused of Leading Attacks Preached Slaughter. Many Dismissed Him." *The New York Times*, 25 avril, 2019. Disponible sur: <https://www.nytimes.com/2019/04/25/world/asia/sri-lanka-attacks-mastermind.html>
- [12] "'A Completely Changed Person': Sri Lanka Bomber Radicalized in Australia, Friend Says." *SBS News*, 27 avril, 2019. Disponible sur: <https://www.sbs.com.au/news/a-completely-changed-person-sri-lanka-bomber-radicalised-in-australia-friend-says>
- [13] "Burma: Who Are the Arakan Rohingya Salvation Army?" *BBC News*, 6 septembre 2017. Disponible sur: <https://www.bbc.com/news/world-asia-41160679>
- [14] Nicholas Farrelly, "Thailand's Triple Threat." *Lowy Institute for International Policy Analysis*, juillet 2017, pp. 1-16.
- [15] "Thailand: Torture in Southern Counter-insurgency." *Amnesty International Report (ASA 39/001/2009)*, 13 juin 2009. Disponible sur: <https://www.amnesty.org/download/Documents/48000/asa390012009eng.pdf>
- [16] "Jihadism in Southern Thailand: A Phantom Menace." *International Crisis Group Asia Report No. 291* (Pre-release draft), November 8 novembre, 2017.
- [17] "Gunmen Kill 15 in Southern Thailand's 'Biggest Attack' in Recent Years." *BBC News*, November 6 novembre, 2019. Disponible sur: <https://www.bbc.com/news/world-asia-50312920>
- [18] Maxine Betteridge-Moes, "What Happened in Marawi?" *Al Jazeera News*, 30 octobre 2017. Disponible sur: <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/10/happened-marawi-171029085314348.html>
- [19] "How 15 Singaporeans were Radicalized by ISIS Ideology." *The Straits Times*, 16 juillet, 2017. Disponible sur: <https://www.straitstimes.com/singapore/radicalised-in-singapore>